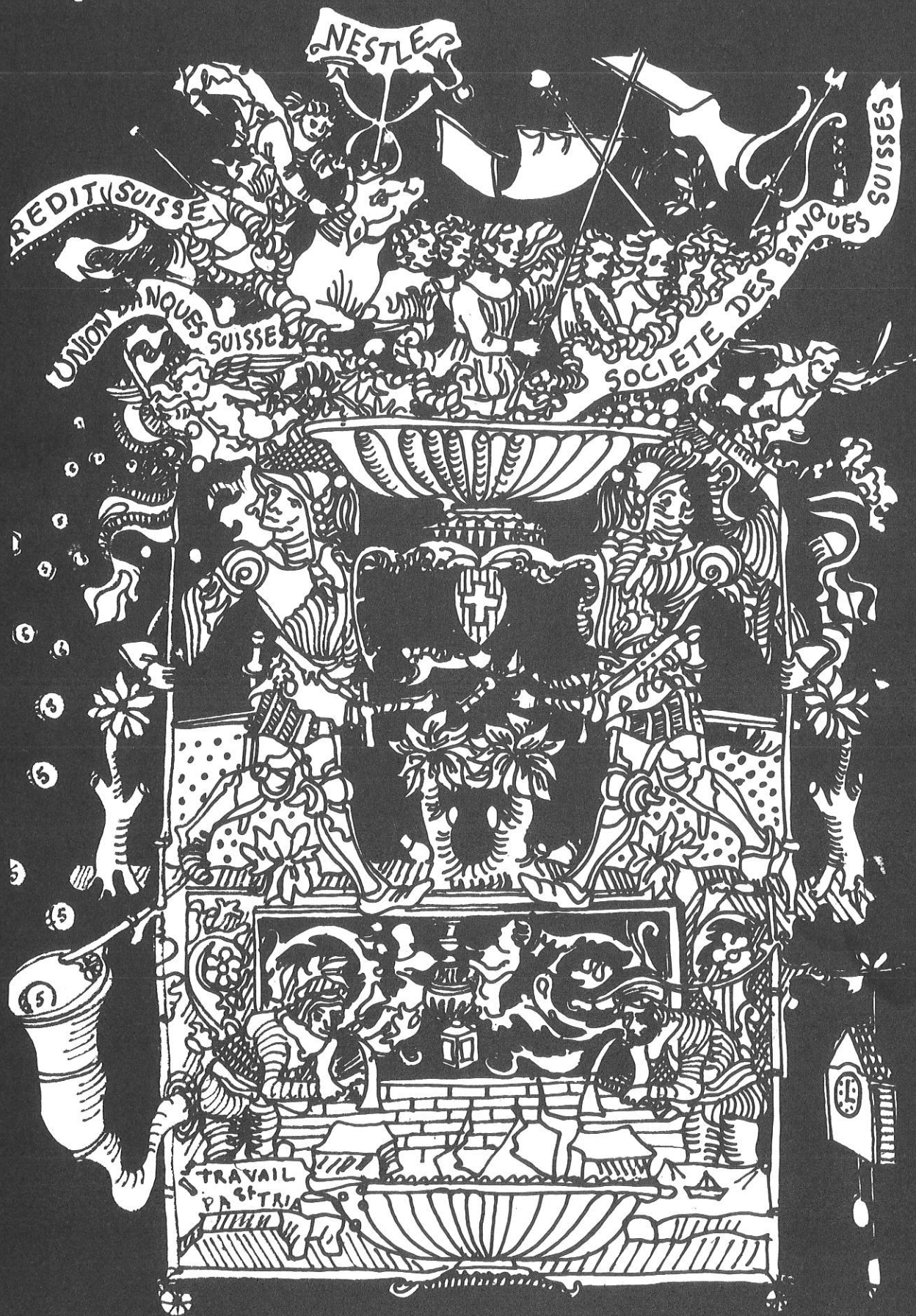


Le capitalisme suisse

Der Kapitalismus in der Schweiz

Il capitalismo svizzero



IV LE CAPITALISME SUISSE

Développement des thèses du PST
de 1971

La concentration du capital

LE DEVELOPPEMENT GENERAL DU PROCESSUS DE CONCENTRATION DU CAPITALISME MONOPOLISTE SUISSE

En comparaison avec d'autres pays d'Europe capitaliste, le mouvement de concentration n'a commencé en Suisse que très tard, au début des années 60

Ceci pour plusieurs raisons :

L'industrie suisse est sortie de la Deuxième Guerre mondiale avec un appareil de production intact et était, contrairement à d'autres pays, immédiatement prête à livrer des produits sur le marché. En important toujours plus de main-d'oeuvre à bon marché et sans droits, la bourgeoisie suisse réalisa d'énormes profits. Cette politique lui épargna de coûteux renouvellements de l'appareil de production; mais elle entraîna également le vieillissement de l'appareil de production et de ses structures qui eut pour conséquence qu'il ne fut plus concurrentiel au niveau international.

Un autre frein à la concentration résidait et réside encore partiellement aujourd'hui dans le fait qu'en Suisse des organisations telles que cartels et associations jouent un rôle important dans la lutte de concurrence avec l'étranger. La collaboration entre entreprises, des réglementations du marché et des prix renforcent la position des entreprises sans qu'elles abandonnent leur indépendance. C'est essentiellement pour cette raison que des petites et moyennes entreprises ont pu se maintenir.

En fait, cela n'arrêta pas le développement, mais le remit à plus tard.

Etant donné qu'en raison de l'exiguïté de la Suisse, même les plus grandes entreprises suisses comptent sur le plan international comme des entreprises petites ou moyennes, ces 15 dernières années se sont créés également des cartels faitiers (Spitzenkonzerne):

Quelques exemples de concentration et de fusions :

Sulzer-Escher Wyss (1966)

BBC-Maschinenfabrik Oerlikon (1967)

Ciba-Geigy (1970)

Holderbank-Société suisse des ciments (1970))"NZZ" : "ainsi Holderbank est maintenant une des plus grosses productrices de ciment du monde.")

Ursina-Frank (1970)
Nestlé-Ursina (1970)
Alusuisse-Lonza (1973)
Motor Colombus-Mobag (1974)
Alusuisse-Motor Colombus (1974)

UN EXEMPLE : LA CONCENTRATION ET LES LIAISONS DU CAPITAL DE BROWN BOVERI ET CIE

BBC est un complexe électrique moyen typique. Sur la liste des plus grands trusts mondiaux de l'électricité, elle est seulement au neuvième rang. En Suisse, BBC est cependant la troisième entreprise industrielle avec une position de type monopoliste sur une partie du marché. Sur le plan mondial, BBC est parmi les trusts moyens et est soumise à une forte concurrence par des entreprises beaucoup plus grandes.

Contrairement à Nestlé et aux trois grands cartels de la chimie, BBC est beaucoup plus axée sur l'Europe. C'est seulement en 1951 qu'eut lieu la première implantation extraeuropéenne, une fabrique au Canada. En 1957 s'ouvrirent pour la première fois en Amérique latine des ateliers à Sao Paulo. Pour s'imposer sur ce marché contre les entreprises industrielles autochtones, la BBC, avec d'autres cartels internationaux de l'électricité, ne recula pas devant les méthodes rudes, qui leur valurent aux Etats-Unis comme au Brésil des plaintes anti-dumping, lesquelles n'eurent cependant aucune suite.

Malgré ces tentatives, la majorité de la production se concentre encore aujourd'hui en Europe occidentale. Plus de 80% des personnes employées par BBC travaillent dans trois pays seulement : en Suisse, en RFA et en France. Cependant, l'entreprise se transporte toujours plus dans des régions extraeuropéennes. Les marchés en expansion sont, à côté des USA et des pays socialistes, avant tout les pays d'Afrique et d'Asie riches en pétrole.

Les pays à dictature militaire stable sont des partenaires particulièrement adaptés à la BBC : c'est ainsi que la BBC écrit à propos des Philippines : "La stabilité politique et économique atteintes par des moyens militaires subsiste toujours. Le climat est favorable à des investissements étrangers, mais il y a, depuis la crise pétrolière, à nouveau des problèmes de devises."

L'éviction de la junte en Grèce a été considérée comme une "crise". On constata avec joie qu'au Chili on a pu quadrupler les commandes en 1974.

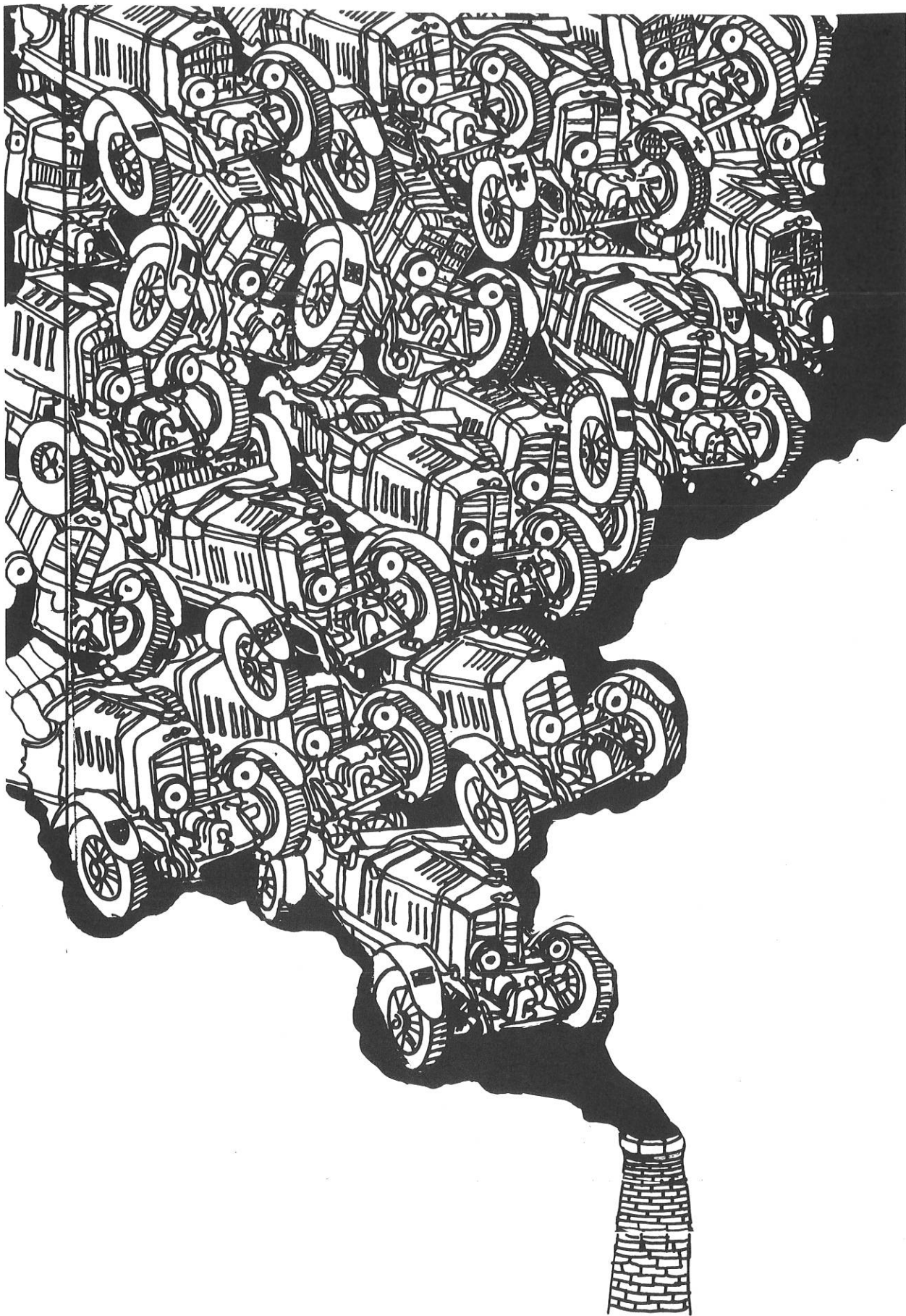
BBC et cartels internationaux

Le 11 décembre 1936 fut fondé à Zürich la IEA (International Electrical Association) comme successeur supérieur de l'INCA (International Notification & Compensation Agreement). Parmi les membres fondateurs de l'IEA il y avait BBC, AEG, Siemens, Westinghouse, firmes suisses, allemandes et américaines etc. Pendant la guerre, la IEA ne renonça pas à combattre des non-membres par des mesures de luttes financées en commun.

En 1968, l'association IEA regroupait plus de 80 cartels de l'électricité. Comme 33ème membre, il y avait également l'entreprise suisse Sprecher et Schuh.

En février 1974, le bureau londonien de l'IEA est transféré à Pully/Lausanne, à la suite de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun; en Suisse, non-membre du Marché Commun, où la réglementation sévère de la publicité n'est pas en vigueur.

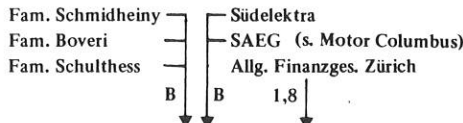
Entre temps, en tant que membres cadets de l'IEA, des représentants soviétiques de l'entreprise Energo Maschexport prennent part aux manifestations de l'IEA.



Le développement et le processus de concentration
Die Entwicklung und der Konzentrationsprozess
Lo sviluppo e il processo di concentrazione

L'INTERPENETRATION DU CAPITAL AVEC L'EXEMPLE DE BROWN BOVERI & CIE

BBC: KAPITALVERFLECHTUNG



Brown, Boveri & Cie. AG Baden (BBC)

SCHWEIZ

- TG Maschinenfabrik Oerlikon, Zürich
- TG SA des Ateliers de Sécheron, Genf
- 20 Sécheron Soudure SA Gland
 - 80 Oerlikon-Bührle Holding
 - TG Sécheron Soudure France Sarl. Paris
- TG Lenzhard AG Lenzburg (Lackierwerk/Verteilanlagen)
- TG Micafil AG Zürich (Isolationstechnik/Hochspannungstechnik)
 - 50 STM Statomat-Micafil AG Zürich
 - 50 Balzer & Droell KG
- +50 Maschinenfabrik Meyer AG Deitingen
- B Faselec AG Zürich
 - B Philips/Contraves u.a.
- 17 H.A. Schlatter AG Schlieren (Schweissmasch.)
 - Umsatz: 83 Mio Fr. (74); rund 700 Beschäftigte
 - +50 Fam. Schlatter
 - TG Rheno AG Glarus
 - TG Rheno Ozonisatoren AG
 - TG Schlatter GmbH Rülzheim
 - TG Schlatter Italiana SpA Mailand
 - TG H.A. Schlatter Inc. Illinois (USA)
 - TG Schlatter do Brasil, Sao Paulo (Service/Verkauf)

49 Brown Boveri, Rolar AG, Schlieren

BRD / ÖSTERREICH

- 56 (ca.) Brown, Boveri & Cie. AG Mannheim (Gruppe: 38'500 Beschäftigte)
 - 100 Resopal Werk H. Römmeler GmbH Mannheim
 - 100 Busch-Jaeger Elektro GmbH Mannheim/Lüdenscheid
 - 100 Isoprofil GmbH Stahlprofil- & Warmwalzwerk, Mannheim
 - 100 Brown Boveri-Sulzer Turbomaschinen GmbH Mannheim
 - 100 Süddeutsche Metallwerke GmbH Walldorf
 - 100 Inter-Electro Handels-GmbH Hanau
 - 100 Brown Boveri Tiefbau GmbH Mannheim
 - 100 Brown Boveri Verwaltungs-GmbH Mannheim
 - 100 Komposit-Versicherungsvermittlungs-GmbH Mannheim
 - 100 Atomkraft GmbH Mannheim
 - 100 Rheinische Draht- & Kabelwerke GmbH Köln
 - 100 Rondo Handels-GmbH Mannheim
 - 100 Stotz-Kontakt GmbH Mannheim
 - 100 Emag Elektrizitäts-GmbH Frankfurt
 - 98 Metrawatt GmbH Nürnberg
 - Metrawatt Italiana SpA Mailand (Vertrieb)
 - 77 Calor-Emag Elektrizitäts AG Ratingen
 - Limicor-Caloremag SA Getafe (Spanien)
 - 55 Hochtemperatur-Reaktorbau GmbH Köln
 - 45 Gulf
 - 100 Kabel- & Lackdrahtfabriken GmbH Mannheim
 - B CityCom GmbH für Kabelkommunikationssysteme, Köln
 - 3,6 Deutsche Fernkabel GmbH Berlin
 - 31 Deutsche Post

- 100 BBC-Unterstützungseinrichtung GmbH Mannheim
- 50 Brown-Boveri-York Kälte- & Klimatechnik GmbH Mannheim
- 26 Babcock-Brown Boveri Reaktor GmbH Mannheim
- 25 BBC Hausgeräte GmbH Mannheim
 - 75 AEG
- 39 +50 Sigma-Frigo Therm Sarl. Strassburg
- 100 Brown Boveri Husholdingsmaskiner A/S Sonderborg (Dänemark)
- 16 IPB Integriertes Planen & Bauen GmbH Nürnberg
 - 16 Thosti/Züblin
- 100 Elektra Bregenz GmbH Bregenz (Oest.)
- 99 Goerz Electro GmbH Wien
- 100 BBC Brown Boveri (Singapore) Pte. Ltd. Singapur (Relais)
- TG Österreichische Brown Boveri-Werke AG Wien (2628 Beschäftigte)

ITALIEN / FRANKREICH

- TG Technomasio Italiano Brown Boveri SpA Mailand (3317 Beschäftigte)
- TG SACE SpA Costruzioni Elettromeccaniche, Bergamo (2166 Beschäftigte)
 - TG SACE Sud SpA Frosinone
- 39 Comp. Electro-Mécanique (CEM), Paris (13'710 Beschäftigte)
 - TG Soc. de Traction CEM-Oerlikon
 - 99 Soc. Appareillage Electrique CEM-Gardy
 - 99 Etablissements Electro-Industriels Daffos, Villeurbanne
 - 51 Cie. Industrielle de Matériel de Transport (CIMT)
 - 57 Soc. CEM-Narmco
 - 50 Groupement d'intérêts économique (GEPEM)
 - 50 Soc. FRAM
 - +50 Soc. Immobilière Portalis-Rocher
 - 51 Soc. Métracem
 - 49 Soc. Hyperbar-Diesel
 - 44 Soc. ETARC
 - 50 SIDEM, Soc. Internationale de Dessalement de l'Eau de Mer
 - 16 Soc. Le Transformateur
 - 20 Société pour les Réacteurs Nucléaires HTR
 - 13 Fonderie de Vaucouleurs
 - 6 Alsthom-Atlantique SA (Umsatz: 4,5 Mrd. NF)
 - u.a.

BENELUX / IRLAND / GROSSBRITANNIEN

- TG SA Brown Boveri NV Brüssel (Vertrieb)
- TG Brown Boveri Nederland BV Rotterdam (Vertrieb)
- TG British Brown Boveri Ltd. London (Vertrieb)
 - TG Metrawatt UK
- +50 Brown Boveri Kent Ltd. Luton (Mess- & Regeltechnik; 6500 Beschäftigte)
 - +50 George Kent (Thailand) Ltd. Bangkok
 - TG George Kent (Malaysia) BHD Petaling, Java
 - George Kent (Singapore) Pte. Ltd.
 - Kent Precision Engineering (Pte.) Ltd.
- TG Brown Boveri (Ireland) Ltd. Dublin

SKANDINAVIEN	
TG	A/S Nordisk Brown Boveri, Kopenhagen
TG	A/S E. Rasmussen, Frederica (Dän.)
TG	I.C. Moeller (Fernheizrohre)
TG	A/S Ika-Ror, Frederica (Fernheizrohre)
TG	Brown Boveri Svenska AB Stockholm (Vertrieb/Lokalfabrikation)
	A/S Norsk Elektrisk & Brown Boveri, Oslo (2726 Beschäftigte)
TG	Oy Suomen Brown Boveri AB Helsinki
100	Suomen Sähkötarvike Oy, Helsinki (Kabel u.a.)

SPANIEN / PORTUGAL / GRIECHENLAND	
TG	Brown Boveri de Espana SA Barcelona (820 Beschäftigte)
TG	Soc. de Electricidade Brown Boveri Lda Porto (Vertrieb)
TG	Brown Boveri Hellas SA Athen (Verkauf)
+50	Brown Boveri Normelec (Hellas) SA Thessaloniki
30	N. Papaioannon

USA / KANADA	
TG	Brown Boveri Corp. North Brunswick (USA)
TG	Brown Boveri (Canada) Ltd. Pointe Claire (inkl. Tamper Electrical Division)

LATEINAMERIKA	
TG	Brown Boveri Mexicana SA de CV, Mexico
TG	Brown Boveri de Venezuela SA Caracas
TG	Brown Boveri del Peru SA Lima (Importgeschäfte)
+50	Brown Boveri Industrial Canepa Tabini SA Lima
B	Peruanischer Staat
TG	Brown Boveri Colombiana SA Bogota
TG	Industria Eléctrica Brown Boveri SA Sao Paulo (2710 Beschäftigte)
TG	SACE SA Equipamentos Eletromecânicos, Sao Paulo (470 Beschäftigte)
TG	Brown Boveri de Chile SA Santiago (Vertrieb)
TG	Brown Boveri Compania Sudamericana de Electricidad SA Buenos Aires
-50	Positron Brown Boveri SA (Brasilien)

AFRIKA	
TG	Brown Boveri Technical Consulting Office for Libya
TG	Brown Boveri Consulting Office for Egypt
TG	Brown Boveri South Africa (Pty.) Ltd. Johannesburg
100	Brown Boveri Orsal (Pty.) Ltd. Johannesburg
	Swiss Steel Construction (Pty.) Ltd.

ASIEN / AUSTRALIEN	
TG	Electroplan Ltd. Haifa (Vertrieb)
TG	Brown Boveri (Iran) Ltd.
27?	Hindustan Brown Boveri Ltd. Bombay
TG	BBC Hongkong Ltd. Hongkong (Betreuung von China)
TG	Brown Boveri (Japan) Ltd. (Vertrieb)
TG	Brown Boveri (Australia) Pty. Ltd. Crows Nest
100	Federal Pacific Electric Australia Pty. Ltd. Sydney

BBC: KENNZAHLEN

	Umsatz in Mio. Fr.	Beschäftigte	davon: Stammhaus	in %
1945	183	ca. 30'000		
1950	800	39'000	ca. 10'000	25%
1955	1300	55'000		
1960	2050	70'000	14'000	20%
1965	2990	77'500	15'600	20%
1970	5800	96'900	21'145	22%
1973	6617	95'500	18'870	20%
1975	7720	101'700	17'930	18%

Umsatz nach Produktionssparten:

	1975
- Energieerzeugung	20,7%
- Energieumformung, -übertragung, -verteilung	19,6%
- Industrie- und Verkehrsanlagen	20,5%
- Technisches Serienmaterial	17,7%
- Elektronik, Mess- und Regeltechnik	10,6%
- Übrige Produkte und Leistungen	10,9%

Umsatz nach Absatzgebieten:

	1970	1973	1975
- EWG	59,9%	63,5%	53,6%
- EFTA-Länder	18,5%	15,9%	17,0%
- Übriges Europa	3,8%	3,7%	4,5%
- Nordamerika	5,0%	4,4%	3,8%
- Lateinamerika	4,6%	4,4%	6,4%
- Afrika	3,5%	4,3%	6,6%
- Asien	4,3%	3,6%	6,6%
- Ozeanien	0,4%	0,2%	1,5%

LEGENDES DU TABLEAU (en français)

(Traduire Beschäftigte par employés, Vertrieb et Verkauf par vente; remplacer TG (Tochtergesellschaft) par F (filiales) et B (Beteiligung) par P (participation)).

Traduire les noms de pays dans les sous-titres.

Schéma des liaisons du capital : légende

P participation
F filiales
+50 participation majoritaire
-50 participation minoritaire

BBC en chiffres (BBC in Zahlen)

chiffre d'affaire en mio de fr/nombre d'employés /
dont maison mère
c.a. = environ

Chiffre d'affaire d'après le type de production

- production d'énergie
- transformation, transport, distribution d'énergie
- installations industrielles et de transport
- matériel technique de série
- électronique, technique de mesures et de réglage
- autres produits et services

Chiffre d'affaire d'après les régions de vente

- Marché Commun
- Pays de la CEE
- Reste de l'Europe
- Amérique du Nord
- Amérique latine
- Afrique
- Asie
- Océanie

Tandis que le tableau de la page précédente ne montre que le chiffre d'affaire, mais pas le profit réalisé par le cartel, le cash-flow (bénéfice + amortissement + versement aux réserves) de BBC de 1976 est de 608 mio de francs, soit 20,6% de plus que l'année précédente. Le chiffre d'affaire pour 1976 est de 8'431 mio. Le personnel a été réduit en 1976 à 99'100, soit une baisse de 2,6% ! Sur la base du rapport d'activité 1976, on peut estimer que le seul groupe cartellaire de BBC-Suisse (BBC Baden, MFO Zürich-Oerlikon, S.A des Ateliers de Sécheron, Genève, Micafil SA Zürich) a gagné sur le dos de chacun de ses "collaborateurs" environ 7'300.-- en 1976.

Le rôle de Motor Columbus dans l'économie électrique

a) l'influence de BBC dans la Motor-Colombus

Brown Boveri possède moins de 5% des actions de Motor-Colombus et inversement le quota des actions de BBC que détient Motor-Colombus est au-dessous de cette limite.

Cependant, le fait que Motor Columbus soit effectivement une société publique, dont les actions sont entre les mains d'environ 10'000 actionnaires, est d'une importance décisive pour BBC.

Presque 70% du total des 180'000 actions de valeur nominale de 500 francs sont en possession d'actionnaires ayant chacun moins de 100 titres. Il n'y a pas, réellement, de concentration. Ce fait procure à la direction de l'entreprise une grande indépendance vis-à-vis des actionnaires. La collaboration entre BBC et Motor Columbus peut ainsi se développer librement, particulièrement grâce aux liaisons des conseillers d'administration.

b) Influence de la Motor Columbus sur l'économie électrique

Comme holding de l'électricité, Motor Columbus voit son "rôle classique" assuré dans la construction de centrales électriques : développer une conception de base jusqu'à ce qu'elle soit prête à être construite, garantir le terrain à bâtir et obtenir les autorisations nécessaires, se charger des aspects financiers et d'économie énergétique et trouver des partenaires intéressés à une réalisation en commun.

L'importance de travaux de planification de ce genre a beaucoup augmenté ces dernières années. D'une part, ils ont débordé sur de nouveaux domaines (voir entreprises d'ingénieurs); d'autre part, Motor Columbus assume de plus en plus des travaux de planification pour des projets auxquels elle ne participe pas financièrement. Il s'agit là souvent de projets de très grande importance sur le plan de la politique économique et régionale.

Amérique du Sud

L'empire électrique sud-américain est contrôlé par toute une pyramide de holdings, à la tête de laquelle on trouve la Motor-Colombus.

D'elle dépendent la "SAEG", qui gère principalement les participations argentines, et la "Sud-Electra", qui gère les participations péruviennes.

Liaison des conseils d'administration

Des conseillers d'administration de BBC ont, entre autre, des sièges dans les conseils d'administration des entreprises suivantes : (on a tenu compte des 3 plus grandes banques, des 3 plus grandes assurances, et des 10 plus grandes entreprises industrielles.

Pour les banques, à côté des actionnaires on a inclus également les membres de la direction générale. Entre parenthèse, on indique le nombre total de sièges)

Grandes banques

Union de Banques Suisses (5)
Crédit Suisse (5)
Société de Banques Suisses (5)

Assurances

Zürich (2)
Winterthur (2)
Rück (1) Réassurances

Industries

Sulzer (3)
Alusuisse (2)
Holderbank (1)

Ciba-Geigy (6)
La Roche (1)
Nestlé (1)

A qui appartient la BBC ?

(Tiré d'un rapport de la "Nationalzeitung" sur l'assemblée générale de BBC de l'année 1970, NZ 18.7.1971)

Dans le conseil d'administration de BBC à 19 têtes, il n'y a pas moins de 15 hommes qui sont en même temps membres de conseils d'administration des grandes banques. (5 du Crédit Suisse et de la SBS, 5 de l'UBS).

Il est intéressant de savoir que, à côté des 423'500 actions boursières au porteur de valeur nominale de 500.--, il y a encore le même nombre d'actions nominatives donnant le droit de vote, d'une valeur nominale de 100.--, qui ne sont traitées qu'hors-bourse.

Comme les deux catégories d'actions bénéficient du même droit de vote, les papiers au porteur, qui pourtant représentent 5/6 du capital de base, ne disposent que de 50% des voix, tandis que les actions nominatives, avec seulement 1/6 du capital nominal ont également la moitié des voix.

Cette répartition du droit de vote est un héritage du début des années 30. La série des actions B a été créée à l'époque, pour détourner la menace d'une main-mise étrangère sur la société, lorsqu'on apprit que la Général Electric avait acquis 22% des actions BBC (après la Deuxième Guerre Mondiale General Electric a renoncé à cette participation). Les grandes banques prirent à cette époque possession d'une grande part des actions B (nominatives).

Aujourd'hui, 61% des actions B représentent 13,4% de l'ensemble du capital de base.

Qui sont maintenant les propriétaires de ces actions nominatives, qui contrôlent en fait le trust ?

Les "Investmentfunds", proches des trois grandes banques suisses possédaient en 1970 au total 6'600 actions de la série B et 9'900 de la série A.

Un autre paquet chez la banque proche de Walter E. Boveri "Privatbank und Verwaltungsgesellschaft AG" qui possédait, avec la "Allgemeine Finanzgesellschaft" dirigée par elle, à fin 1970, 17'000 actions de série B. Il y a en plus la "Privat-Holding AG", qui est domiciliée à la même banque, et qui gère les actions BBC des familles Brown et Boveri, et qui représente probablement le plus gros paquet de la série B.

Un dernier paquet qu'on peut estimer à 23'000 actions est au holding Motor-Colombus, dont les grandes banques, en particulier la SBS, ont des actions, et également la BBC (avec environ 5%).

Entre la BBC, Motor-Colombus, les grandes banques et la Privatbank & Verwaltungsgesellschaft, il ne manque pas de recoupements au niveau des conseils d'administration.

On a ainsi des raisons de dire que le contrôle de BBC et Motor-Colombus est entre les mains des grandes banques et des familles Brown et Boveri.

Des transferts de peu d'importance dans le sens d'une augmentation de la concentration des capitaux peuvent s'être produits depuis lors; ils sont même très probables.

Les 100 principales entreprises industrielles de Suisse en 1976

Rang ¹	Société	Siège principal	Branche	Ventes du groupe ^{2,3}		Modification des ventes du groupe en admettant des cours de change ⁴		Ventes des fabriques et filiales domiciliées en Suisse ³		Valeur ajoutée du groupe	Cash flow ³		Variation du cash flow		Effectifs du groupe		Variation des effectifs en Suisse	
1976	1975			1976	1975	1976	1975	Mio. Fr.	%	Mio. Fr.	Mio. Fr.	%	Mio. Fr.	%	1976	1975	en Suisse	%
1.	1.	Nestlé	Vevey	Produits alimentaires	19 063	18 286	+ 4,2	649	+ 15,9	4642	1453	+ 5,7	137 329	+ 5,7	6 557	137 329	6 557	- 1,1
2.	2.	Ciba-Geigy	Bâle	Produits chimiques	9 488	9 035	+ 5,0	3500 ⁵	+ 15,3	-	940	+ 26,2	74 355	+ 26,2	21 275	74 355	21 275	- 2,3
3.	3.	BBC	Baden	Electrotechnique	8 431	7 720	+ 9,2	2082	+ 15,6	-	608	+ 20,6	99 100	+ 20,6	20 500	99 100	20 500	- 1,4
4.	4.	Roche	Bâle	Produits chimiques	5 115	4 755	+ 7,6	-	-	-	788,4	+ 7,0	38 305	+ 7,0	8 820	38 305	8 820	-
5.	6.	Alusuisse	Zürich	Aluminium	4 834	3 888	+ 24,3	1435	+ 31,1	-	367,9	+ 41,8	34 321	+ 41,8	8 195	34 321	8 195	- 3,2
6.	5.	Sandoz	Bâle	Produits chimiques	4 109	3 917	+ 4,9	-	+ 15,1	-	387	0,0	33 398	0,0	8 965 ¹⁴	33 398	8 965 ¹⁴	- 5,4
7.	7.	Sulzer	Winterthur	Machines	3 529	3 282	+ 7,5	2274	+ 14,1	-	279	+ 6,5	35 511	+ 6,5	20 349	35 511	20 349	- 4,0
8.	8.	Oerlikon-Bührle	Zürich	Machines	2 355 ⁶	1 960 ⁶	+ 20,2	2158 ^{5,7}	-	1002	237,3	+ 25,9	20 585	+ 25,9	11 487 ⁷	20 585	11 487 ⁷	+ 2,7
9.	9.	Holderbank	Glaris	Ciment	1 888	1 833	+ 3,0	-	+ 11,1	-	367,6	+ 15,3	17 251	+ 15,3	1 396	17 251	1 396	- 8,6
10.	11.	Jacobs	Zürich	Produits alimentaires	1 731 ²¹	1 327 ²¹	+ 30,4	-	-	276	81,2	+ 11,7	3 903	+ 11,7	97	3 903	97	+ 5,4
11.	10.	Georges Fischer	Schaffhouse	Fonderie, machines	1 340	1 351	- 0,8	688	+ 2,9	-	77	+ 20,3	15 588	+ 20,3	7 904	15 588	7 904	- 5,2
12.	12.	Schindler	Hergiswil	Ascenseurs, machines	1 180	1 252	- 5,8	455	+ 1,8	-	74,6	- 6,6	20 417	- 6,6	6 231	20 417	6 231	- 2,3
13.	13.	Interfood	Lausanne	Produits alimentaires	1 116 ⁵	1 120 ⁵	- 0,4	-	+ 6,0	-	47,1	12,9	7 684	12,9	1 764	7 684	1 764	- 3,1
14.	14.	ASU/AG	Neuchâtel	Horlogerie	1 041	1 073	- 3,0	820	-	-	-	-	15 723	-	13 125	15 723	13 125	- 8,6
15.	16.	Landis & Gyr	Zoug	Appareils électriques	908 ⁸	865 ⁸	+ 5,0	250	+ 12,8	512	54,7	+ 191,0	15 273	+ 191,0	6 381	15 273	6 381	- 5,2
16.	15.	Buhler Frères	Uzwil	Machines	900	940	- 4,3	350	+ 4,3	-	-	-	8 370	-	3 270	8 370	3 270	- 0,9
17.	17.	Plass-Stauffer	Oftringen	Produits chimiques	757	774	- 2,2	394	-	-	-	-	2 591	-	442	2 591	442	- 2,2
18.	18.	Bell	Bâle	Produits alimentaires	746	714	+ 4,5	640	+ 5,2	-	12,3	+ 29,5	3 335	+ 29,5	2 973	3 335	2 973	- 0,1
19.	21.	Bally	Zürich	Chaussures	701	679	+ 3,2	234	+ 18,4	-	41,0	+ 94,3	12 071	+ 94,3	4 616	12 071	4 616	+ 1,1
20.	22.	Hilti	Schaan	Technique de fixation	679	632	+ 7,4	-	+ 13,0	-	45,2	+ 35,7	6 300	+ 35,7	-	6 300	-	-
21.	20.	Von Roll	Gerlafingen	Acier, machines	641 ⁹	694 ⁹	- 7,6	607	-	218 ¹⁴	- 4,5 ¹⁴	- 35	5 995	- 35	5 804	5 995	5 804	- 16,1
22.	19.	SSIH	Genève	Horlogerie	626	706	- 11,3	450	- 5,9	-	-	-	5 970	-	4 350	5 970	4 350	- 9,6
23.	23.	Unilever (Suisse)	Zürich	Produits alimentaires	528	536	- 1,5	528	-	-	-	-	1 465	-	1 465	1 465	1 465	- 5,8
24.	24.	Siemens-Albis ¹⁰	Zürich	Appareils électriques	499 ⁸	507 ⁸	- 1,6	499	-	222	19,6	- 16,9	4 191	- 16,9	4 191	4 191	4 191	- 8,6
25.	25.	Losinger	Berne	Construction	496	491	+ 1,0	332	-	180	12,2	- 33,7	5 280	- 33,7	3 412	5 280	3 412	- 15,0
26.	26.	Forbo	Zürich	Revêtements de sol	491	490	+ 0,2	36	+ 8,6	-	35,3	+ 20,9	3 017	+ 20,9	305	3 017	305	0,0

L'ORDRE DE GRANDEUR DES AUTRES TRUSTS SUISSES

Le tableau de la page précédente montre les noms des plus grandes entreprises suisses, mais pas leurs liaisons. Pour montrer les liaisons des trusts avec les banques et avec les entreprises semi-étatiques, il faudrait trop de place. Nous ne le mentionnons donc que par quelques indications.

Beaucoup d'entreprises ayant leur nom propre sont souvent entre les mains d'un des 10 ou 20 premiers trusts, dans lesquels les banques et leurs conseils d'administration exercent le pouvoir, qu'ils détiennent en grande partie en commun avec les cartels.

C'est ainsi que, p. ex., Escher-Wyss est aujourd'hui une filiale des frères Sulzer et que Maggi est depuis longtemps une filiale de Nestlé. C'est pourquoi on doit éviter de vouloir mesurer l'énorme concentration des capitaux et les liaisons des capitaux suisses par la diminution du nombre des entreprises.

Parmi les 300 filiales de Nestlé, il n'y en a que 3 qui occupent plus de mille personnes et seulement 15 plus de 500 personnes. La concentration du capital ne va pas de pair avec une baisse du nombre des unités de production et leur agrandissement.

Voici un exemple choisi au hasard d'une partie des liaisons de capital suisse :



Chacun de ces trusts ou chacune de ces banques contrôle en plus un empire de fabriques de toutes sortes. *

2. L'exportation de capitaux

La Suisse est beaucoup trop petite comme base économique pour le capital monopoliste suisse. Le cadre de références des décisions de nombreux trusts n'est pas la Suisse, mais des espaces économiques plus grands, et toujours plus la totalité de monde capitaliste.

C'est ainsi que les 20 plus grands trusts suisses ont plus de 70% de leur capital investi à l'étranger.

Les zones d'investissements privilégiées du capital monopoliste suisse sont l'Amérique latine et l'Afrique du Sud : "Les investissements suisses en Amérique latine se concentrent pour la plupart sur trois pays : Argentine, Brésil et Mexique, où se trouvent environ le 43% de tous les investissements suisses directs dans le Tiers Monde." (tiré de "Das unheimliche Imperium").

* Le livre paru en 1977, de François Hoplinger : "Das unheimliche Imperium" en donne une excellente vue d'ensemble.

En Afrique du Sud, c'est le groupe Holderbank-Schmidheiny qui est le plus engagé, effectuant le 10% de ses affaires dans ce pays.

Les 80 plus grandes entreprises industrielles suisses occupaient en 1974 en tout 771'000 personnes, dont 296'000 en Suisse et 475'000 (62%) à l'étranger. Les 10 plus grands cartels occupaient à eux seuls 514'000 personnes, 126'000 en Suisse et 338'000 (75,5%) à l'étranger.

C'est pourquoi il n'est pas exagéré de dire que la bourgeoisie monopoliste suisse est l'une des pires impérialistes du monde.

Le tableau suivant (qui se réfère aux chiffres de 1974) illustre ce fait.

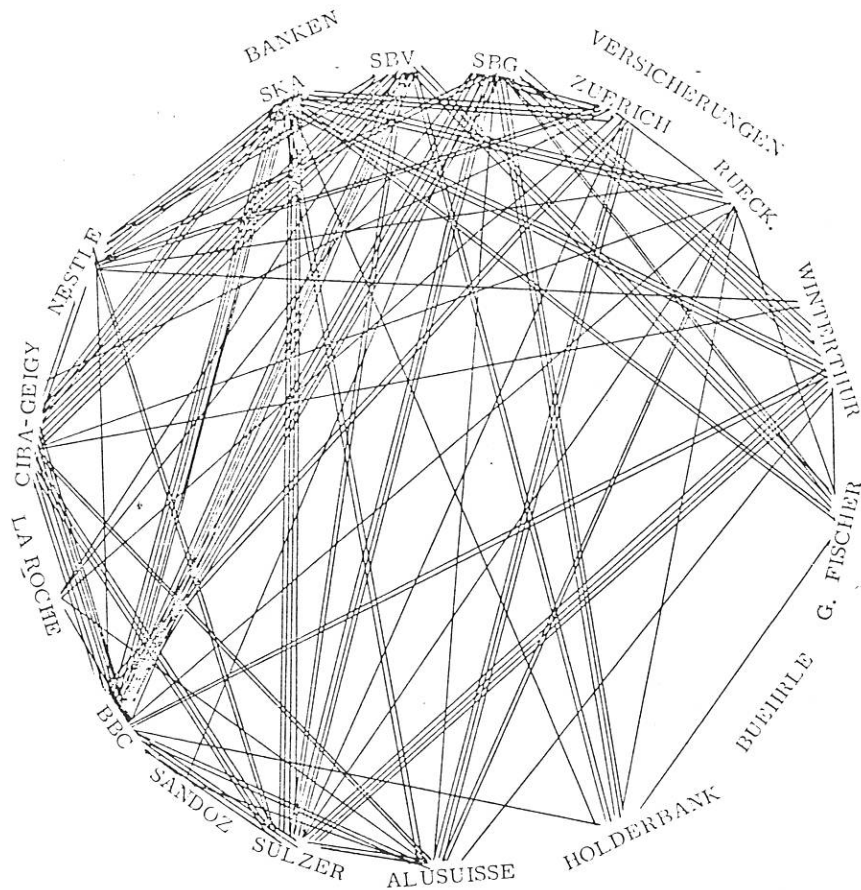
	<u>fortune à l'étranger en milliards</u> <u>de francs</u>	<u>par tête de la population</u>
U.S.A	657	3'300
RFA	150	2'550
Suisse	143	23'000

LE NOYAU DUR : L'INTERPENETRATION DES CONSEILS D'ADMINISTRATION (1971)

Conseillers d'administrations communs des 10 plus grandes entreprises industrielles, des 3 plus grandes assurances, des 3 grandes banques (pour les banques, on a tenu compte également, en plus du conseil d'administration, des membres de la direction générale)

BANQUES : Crédit Suisse (SKA), UBS (SBV), SBS (SBG)

ASSURANCES : (Versicherungen) Réassurances (Rueck).



L'impérialisme suisse
Der schweizerische Imperialismus
L'imperialista svizzera



L'impérialisme

Sur le problème de l'exportation des capitaux, Lénine écrivait ce qui suit dans la préface de "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme " :

"Précisément dans le parasitisme et la putréfaction qui caractérisent le stade historique suprême de capitalisme, c'est-à-dire l'impérialisme. Comme il est montré dans ce livre, le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus "large" et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple "tonte des coupons". L'exportation des capitaux procure un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs, d'après les prix et les statistiques bourgeoises d'avant-guerre. Aujourd'hui beaucoup plus, évidemment.

On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leurs" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe capitaliste (labours lieutenants of the capitalist class*), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards".

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir.

L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé, depuis 1917, à l'échelle mondiale.

6 juillet 1920

N. Lénine

* En anglais dans le texte.(N.R.)

3. LE SYSTEME DE DOMINATION

Fortune et possession ne signifient pas automatiquement pouvoir économique. Celui qui, comme la plus grande partie de la population met son argent sur un carnet d'épargne ou achète des obligations n'obtient par là aucune possibilité d'avoir une influence sur la gestion de sa fortune (quelle que soit la grandeur de celle-ci).

C'est pareil pour d'autres moyens d'investissement comme bons de participation à un fonds de placement etc. C'est seulement avec l'achat d'actions que le fournisseur du capital (le bailleur de fonds) obtient le droit formel de propriété et de contrôle sur une entreprise. Du point de vue juridique, chaque actionnaire même s'il ne possède qu'une action, est propriétaire de l'entreprise concernée. C'est ainsi qu'on l'apprend dans les livres. La règle qui veut que la direction soit élue et que le contrôle de l'entreprise se fasse sur la base de la majorité simple des actions, semble, si on la considère superficiellement, très démocratique.

Cependant : chaque actionnaire n'a pas le même droit - comme p. ex. dans une coopérative - mais son droit de vote dépend du nombre d'actions qu'il possède. Ainsi les gros actionnaires (plus solides financièrement) ont indubitablement un avantage. Ils peuvent p. ex., par une majorité simple de 51% du capital-actions contrôler également complètement les 49% du capital restant.

Ce système est injuste, comme si en politique la valeur du bulletin de vote était lié au montant des impôts payés. Ainsi un M. Schmidheiny disposerait de quelques milliers de voix, tandis qu'un ouvrier ne pourrait mettre qu'une seule voix dans l'urne. L'histoire montre que ceci n'est pas un jeu de l'esprit théorique : pendant longtemps, on a, dans des pays comme l'Angleterre ou la France, accordé le droit de vote selon la fortune. (Système censitaire).

Ce qui semble aujourd'hui impossible dans le domaine politique est toujours valable pour le droit des fabriques et des entreprises (sauf pour les coopératives). Pour défendre ce système d'actions, on avance les mêmes arguments que ceux qui étaient utilisés en son temps pour la défense du droit électoral censitaire : les gros actionnaires (respectivement les gros contribuables) courraient un plus grand risque et auraient donc plus à perdre : ils auraient investi un plus grand capital (respectivement plus d'impôts à payer) et ainsi ce ne serait que justice si leur influence (c.à.d. leur droit de vote) était plus grand.

Le droit des entreprises offre aux gros actionnaires encore d'autres possibilités de contrôler avec relativement peu de capital une grande richesse productive :

La première possibilité est l'IMBRICATION DES ENTREPRISES. Si on fonde, par ex., une société par actions avec un capital de 100'000 francs on peut vendre pour 49'000 francs d'actions à d'autres (petits) actionnaires, sans perdre le contrôle de l'entreprise.

Avec les 100'000 francs dont on dispose, on fonde une société par actions de 199'000 francs, en conservant encore la majorité des actions. C'est ainsi qu'avec ses 51'000 francs de capital investi, on contrôle en gros 3 fois plus de capitaux. Ce capital peut encore être agrandi en prenant des crédits, garantis par le capital-actions en entier.

Le groupe Cortaillod-Cossonay nous donne un exemple non fictif d'une telle construction : la fabrique de câbles Cortaillod, avec un capital-actions de 6 millions de francs, possède 36% de l'entreprise Cossonay beaucoup plus grande, ce qui - comme en plus de la Motor-Colombus possède 16,7% du capital - rend possible une influence confortable. Les câbleries de Cossonay, d'autre part, possèdent 51% des Entreprises Metalliques Dornach et 56% de la fabrique d'appareil Gardy. Toutes deux sont plus grandes que les Câbleries de Cossonay. Donc celui qui dispose de la majorité du capital-actions de Cortaillod contrôle aussi indirectement les autres trusts. C'est ainsi qu'avec un capital-actions nominal d'à peine plus de 3 millions seulement, on peut dominer un capital-actions nominal de 58 millions de francs et un trust avec chiffre d'affaires de plus de 500 millions de francs.

Les imbrications des entreprises sont favorisées par la fiscalité suisse, car la double ou triple imposition des revenus tombe dès que la société mère s'inscrit au registre du commerce comme holding (privilège de holding). On peut aussi contourner les fâcheux droits de succession par une telle politique de holding, si on transfère toute sa fortune personnelle à un holding de famille. Seul le capital-actions du holding, qui est souvent très petit, est soumis au droit de succession.

La deuxième possibilité de renforcer la position des gros actionnaires est le FRACTIONNEMENT D'ACTIONS. C'est ainsi qu'on a popularisé ces dernières années l'émission de bons de participation (c.à.d. des actions sans droit de vote). On donne de préférence ces bons de participation aux "chers collaborateurs", qui deviennent ainsi "propriétaires" de l'entreprise, sans posséder le moindre droit de contrôle.

Les gros actionnaires aiment aussi fractionner les actions en actions au porteur et actions nominatives. On donne par exemple des actions au porteur d'une valeur nominale de 500 francs et des actions nominatives personnelles d'une valeur nominale de 100 francs. Les deux actions ont chacune une voix. Les possesseurs d'actions nominatives possèdent ainsi avec 1/5 de l'investissement le même droit de vote que les possesseurs d'actions au porteur. Il est clair que les actions nominatives restent réservées à un certain cercle de personnes (p.ex. membres de la famille/citoyens suisses.) Même plus tard, les actions nominatives ne peuvent être vendues ou cédées sans autre, sans le consentement du conseil d'administration.

Les exemples suivants montrent comment un tel système fonctionne :

<u>Entreprise</u>	<u>part des actions personnelles</u>	
	<u>au capital-actions</u>	<u>au droit de vote</u>
BBC	16,1%	50%
Georg Fischer	20%	55,6%
Interfood	34,6%	72,6%
Hermes-Precisa	40%	66,6%
Roco Conserves	37,5%	75,0%
Saurer	16,6%	50,0%
Agence de voyages Kuoni	10,0%	52,6%

Avec de tels trucs, le capital-actions peut être très dispersé, sans que les milieux du grand capital perdent de leur influence. Même s'ils ne réunissent pas la majorité absolue des droits de vote, les plus gros actionnaires n'ont pas à se faire de souci pour leur influence, si le reste du capital-actions est dispersé. Car plus le capital-actions est dispersé entre de petits actionnaires, plus la part du capital nécessaire pour prendre une influence décisive sur la direction de l'entreprise est faible. Comme la majorité des petits actionnaires ne prend pas part aux assemblées générales (souvent ils ne le peuvent pas p.ex. à cause de l'éloignement géographique ou parce que les A.G tombent sur des jours de travail), il suffit souvent d'un faible pourcentage d'actions pour contrôler une entreprise.

L'influence des gros actionnaires -où p.ex. dans les grandes entreprises chacun ne représente qu'un pourcent du capital-actions- est encore renforcée par le DROIT DE VOTE EN DEPOT des banques. Les petits et moyens actionnaires, mais aussi de riches veuves et rentiers, laissent souvent leurs actions à gérer à une grande banque. La banque se fait en règle générale donner une procuration pour l'assemblée générale. C'est ainsi que, le cas échéant, un droit de vote considérable s'accumule chez les grandes banques (d'autant plus qu'elles participent souvent directement aux entreprises par leurs fonds propres). Conformément à leur propre ligne, les représentants des banques approuvent toujours les propositions du conseil d'administration, qui est composé des représentants des gros actionnaires (sans tenir compte du fait que les banques sont représentées directement dans les conseils d'administration des plus grandes entreprises). Ainsi la position des gros actionnaires est considérablement renforcée.

Au total, la règle générale des 51%, les imbrications, les fractionnements d'actions, le droit de vote de dépôt et l'émission d'obligations, entre autres, donnent toujours plus au capital établi, installé aux positions stratégiques, des possibilités uniques de contrôle sur des richesses productives gigantesques, sans aucun rapport avec le capital investi par lui.

C'est ainsi que le Prof. M. Huber expliquait sans fard, dans le livre jubilé de l'Alusuisse : "C'est dans la nature de la société par actions que seule une petite partie des actionnaires peut exercer une influence continuelle et décisive sur la marche de l'entreprise."

Aux assemblées générales des grosses sociétés "publiques", les propositions préparées par la direction sont aussi presque toujours avalisées. Des tentatives de petits actionnaires isolés de s'assurer un droit de participation sont en règle générale rejetées de manière arrogante et étouffées dans l'oeuf. Le spectacle pseudo-démocratique d'une assemblée générale est éclairé d'une manière exemplaire par l'événement suivant qui s'est passé chez les Frères Sulzer S.A : Les actionnaires reçurent une circulaire datée du 10 mai 1973 qui faisait connaître la décision unanime de l'assemblée générale d'augmenter le capital-actions de 20 millions. Erreur de mise en scène à la Kreditanstalt : le texte postdaté fut envoyé le jour précédant l'assemblée générale !

L'émission d'actions pour le grand public a comme premier but de faire rentrer de l'argent frais dans les entreprises. Les gros trusts sont, là encore, avantagés, car ils sont assez connus et dignes de confiance pour écouler l'argent imprimé par eux (les actions). (Tiré de "Das unheimliche Imperium")

L'impuissance des assemblées générales des actionnaires (droit suisse des obligations, art. 620-673)

Lors de la journée suisse des juristes en septembre 1966 à Genève, le Dr G. Gautschi caractérisait la révision du droit des actions de 1936 de la manière suivante : "La caractéristique de cette révision est d'équiper l'organe directeur de l'entreprise d'une puissance qui n'a pas de pareille dans les lois d'actions du monde entier. Elle dépasse la puissance que le droit des actions de l'Allemagne hitlérienne de 1937 accordait à la direction et au conseil d'administration de l'entreprise. L'assemblée générale, qui d'après l'art. 698DO est toujours l'organe supérieur de la SA, est devenue une illusion. L'actionnaire ne participant pas à la direction en prend conscience, lorsqu'il reçoit, une fois par année, un rapport annuel magnifique, et de sa banque, une procuration avec l'avis d'accepter les propositions de la direction. S'il ne le fait pas, c'est sa banque qui le fait "gratuitement pour lui".

Les interdépendances entre les monopoles, le capital financier (banques et assurances) et l'Etat

Nous avons vu que des liens toujours plus étroits se sont créés entre les monopoles et les banques, qu'une petite couche supérieure, toujours moins nombreuse, dirige et maîtrise ce système d'interdépendance du capital. Quel est donc maintenant le rapport de ce système de puissance à l'Etat ?

L'Etat suisse, bien que déjà dès sa naissance instrument de la bourgeoisie pour discipliner tous azimuts la classe ouvrière, se montre toujours plus le serviteur des monopoles et du système bancaire. Ainsi, les liens entre les monopoles, les banques et l'Etat deviennent de plus en plus serrés : l'Etat doit y assumer des devoirs spécifiques dans le but de grossir au maximum les profits des monopoles. Quels sont ces devoirs ?

Par l'intermédiaire de la régie publiques des CFF on finance les profits monopolistes de BBC, de Sulzer, de Schindler, des Câbleries et des entreprises électriques privées par les banques.

Avec l'institution d'une garantie à l'exportation, on protège les profits monopolistes par la fiscalité.

Le rôle principal du corps diplomatique est de créer un climat favorable à l'industrie d'exportation suisse (donc aux monopoles), afin de pouvoir effectuer des contrats commerciaux optimum, tant quantitativement que qualitativement.

Ainsi nous pouvons observer qu'en Suisse, bien qu'avec un certain retard sur les pays environnants et avec d'autres aspects particuliers, le système du capitalisme monopoliste d'Etat (CME) se réalise pleinement.

Le financement de la production monopoliste par des dépenses étatiques est la caractéristique du CME.

Ce financement se signale par deux aspects principaux :

- par des subventions les plus diverses aux monopoles, il contribue à l'accumulation du capital privé.
- par la prise en charge de certains capitaux sans profit pour l'Etat le financement étatique contribue à accélérer l'inévitable dévalorisation d'une partie du capital social total, afin d'augmenter la masse et le pourcentage de profit du capital monopoliste.

Ces deux aspects se trouvent dans les différents domaines du financement étatique.

Le domaine de l'intervention publique englobe deux sortes de dépenses très différentes :

- les dépenses parasitaires, comme la plus grande partie des dépenses de la police, de l'armement et de l'armée.
- les dépenses visant à augmenter les forces productives de la société, comme les dépenses pour la recherche, l'éducation, la santé, la sécurité sociale, les transports publics etc.

LE ROLE DE L'ADMINISTRATION FEDERALE, DU CONSEIL FEDERAL ET DU PARLEMENT

On trouve parmi les représentants des partis bourgeois au parlement trois fractions différentes : les représentants des intérêts des monopoles, ceux des banques et ceux de la petite bourgeoisie et des petits et moyens capitalistes. Nous les résumons en Grand capital (monopoles et banques) et Petit capital.

Une différenciation claire s'effectue déjà par leurs positions quant à la fonction de l'Etat. Il y a entre le Grand capital et l'Etat une sorte de division des tâches, car le Grand capital a besoin de l'Etat pour la planification monopoliste, pour arriver à une certaine stabilité économique et politique, pour son soutien sur le plan international, etc. Au contraire, le Petit capital a une position de méfiance et il se cramponne à ses conceptions libérales, qui n'accordent à l'Etat que des possibilités minimales d'intervention économique.

Une deuxième différenciation s'effectue en fonction des champs d'action différents des diverses fractions du capital : le Grand capital monopoliste agit au niveau international et c'est pourquoi il s'intéresse à l'établissement d'espaces économiques de niveau mondial, stables et surs, et également à des négociations internationales qui ont pour but la création de ces espaces. Le Petit capital est plutôt hostile à cet engagement international de l'Etat, il s'intéresse plus à imposer des mesures nationales et protectionnistes.

On peut remarquer une troisième différenciation dans le fait que les centres du Grand capital sont en Suisse alémanique, tandis qu'en Suisse romande c'est le Petit capital qui domine. On peut aussi remarquer dès lors une certaine attitude "impérialiste" des représentants du Grand capital de Suisse alémanique vis-à-vis de la Suisse romande.

La quatrième et dernière différence, qui est en même temps la plus importante, est la suivante : le Grand capital, représenté par l'association suisse la plus puissante, le "Vorort de l'industrie et du commerce", dirige l'Etat. Il influence par ses experts, qu'il peut se payer, l'administration et les commissions d'experts et veille à ce que ces experts soient représentés en nombre. En outre il peut influencer directement le Conseil fédéral, p.ex. quand celui-ci prépare le projet définitif d'une nouvelle loi.

De plus, le Grand capital est toujours fortement représenté dans les commissions parlementaires et finalement c'est déterminant au parlement. Pour toutes ces raisons, les divergences d'intérêts des différentes fractions du Capital apparaissent assez peu au premier plan. Le parlement n'a plus vis-à-vis d'un nouveau projet de loi que des fonctions "cosmétiques". Même les parlementaires, influencés par les régions d'où ils viennent, et représentants en général de la petite bourgeoisie, votent souvent pour les intérêts du Grand Capital.

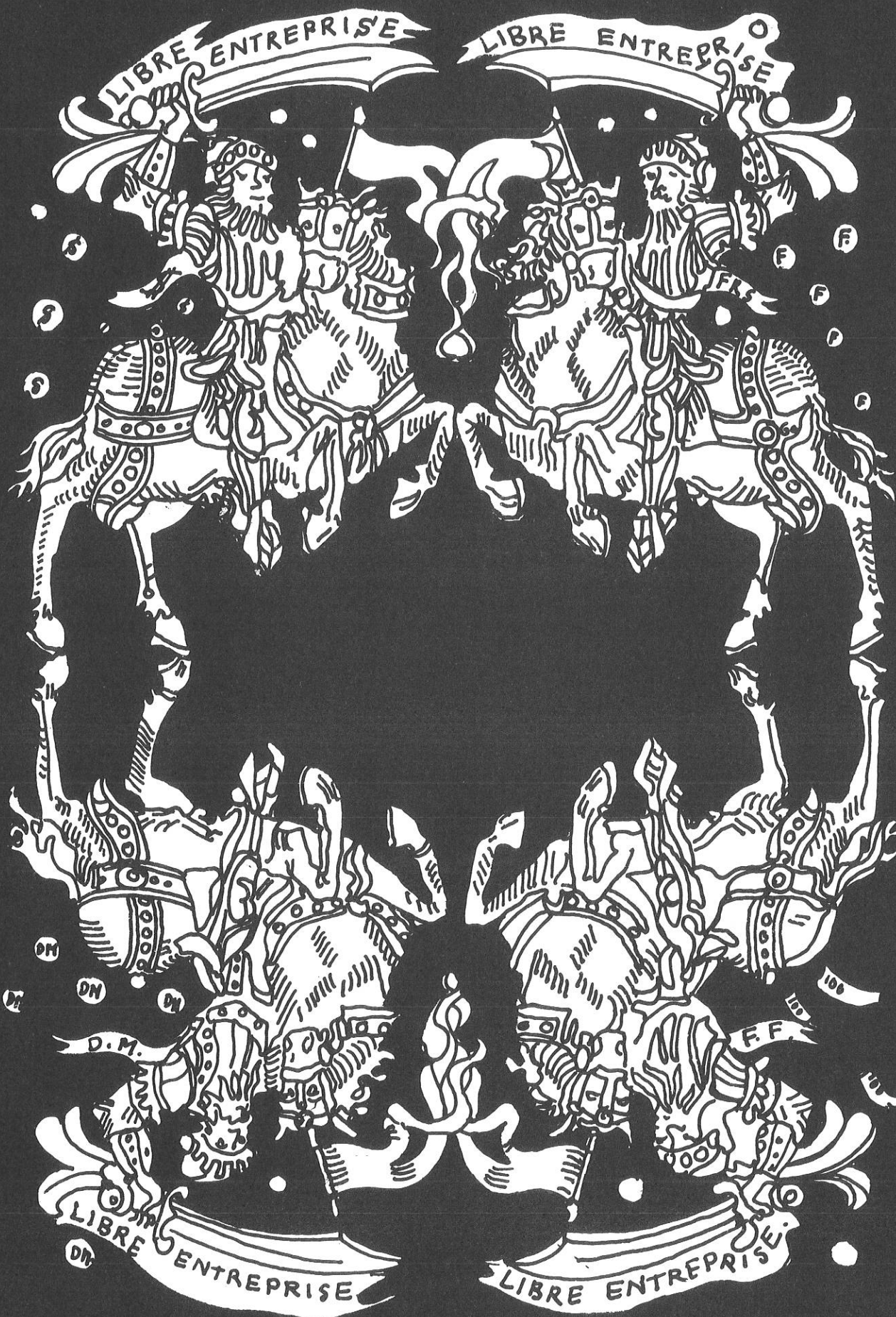
Les divergences d'intérêts au sein du Capital suisse s'observent avant tout dans les discussions et les prises de positions qui précèdent les votes sur des projets économiques importants. Ainsi la votation sur la TVA, soutenue par le Grand capital, alors que le Petit capital y était tout simplement opposé.

En résumé :

L'opposition d'intérêts entre les différentes fractions du Capital a déjà conduit à ce que les décisions importantes doivent toujours plus être prises en dehors du parlement, car au parlement on n'arrive plus à un consensus sur des mesures indispensables (surtout dans le domaine de la politique conjoncturelle et monétaire). Jusqu'à présent, le rapport entre les différentes fractions d'entrepreneurs n'a malgré tout pas encore permis d'élargir fondamentalement les instruments de la politique économique du Conseil fédéral.

La concentration de la puissance économique et son intégration dans le bloc économique européen va de manière décisive changer prochainement le rapport de forces économiques au profit des gros trusts et du système bancaire. Il est déjà prévisible que le Grand capital ne se satisfera plus longtemps du rôle ambivalent de l'Etat.

Le début du capitalisme monopoliste d'Etat
Das Aufkommen des staatsmonopolistischen Kapitalismus
La nascita del capitalismo monopolista di Stato



Le capitalisme monopoliste d'Etat (CME)

" L'intervention de l'Etat ne se limite pas, au demeurant à la gestion du budget public et des investissements qui en découlent; elle prend des formes de plus en plus variées et sélectives: sociétés d'économie mixte où sont associés Etat et entreprises privées; tarifs publics préférentiels accordés aux grands groupes capitalistes, par exemple pour l'électricité ou les transports ferroviaires comme c'est le cas en France; rôle de soutien dans les secteurs où le taux de profit monopoliste n'est pas assuré; interventions directes et indirectes en faveur de la concentration monopoliste sous des formes multiples : subventions, crédits, commandes publiques, réglementation spécifiques, etc. Pour assumer ce rôle nouveau, l'Etat prélève une part croissante du produit social notamment par des impôts directs ou indirects qui touchent une masse toujours plus grande de contribuables, en premier lieu parmi les travailleurs salariés.

L'expression scientifique des différents éléments décrits précédemment se retrouve dans les termes capitalisme monopoliste d'Etat dont les deux composantes principales sont aujourd'hui :

- la concentration accrue du capital monopoliste;
- le renforcement du rôle de l'Etat, caractérisé notamment par le financement public de la grande production monopoliste en vue d'assurer le profit de monopole.

Ces phénomènes nouveaux modifient profondément les rapports de classe :

- ils intensifient l'exploitation de la classe ouvrière et élargissent le champ de cette exploitation;
- ils renforcent la domination du capital monopoliste sur l'ensemble des couches sociales intermédiaires.(...)

Trois traits fondamentaux caractérisent le capitalisme de monopole ou impérialisme :

- Le développement des entreprises de caractère monopoliste qui entraîne une transformation des conditions de la concurrence telles qu'on les connaissait au stade classique. Il faut noter, à ce sujet, que la définition scientifique des monopoles est beaucoup plus riche que celle avancée par le plus grand nombre des économistes. Ceux-ci s'en tiennent à l'approche quantitative et juridique selon laquelle serait seulement un monopole, l'entreprise ou le groupe qui contrôlerait à 100% le marché de sa branche.

La réalité est assez différente. En effet, pour survivre, les entreprises capitalistes doivent accumuler, c'est-à-dire développer leur capital grâce au travail des producteurs.

Avec le développement du capitalisme, vient un temps où ceci n'est plus possible au même rythme, pour toutes les fractions du capital, en même temps. Au sein de la classe capitaliste, des différences apparaissent. Certaines fractions tendent à accaparer progressivement et de façon de plus en plus totale les moyens économiques et politiques nécessaires à la poursuite et à l'accélération de l'accumulation de nouveaux capitaux.

Disposant de la possibilité privilégiée d'accroître leur propre capital, elles réussissent ainsi à s'approprier une part croissante des moyens de production. Ce sont les monopoles.

-Le stade impérialiste est en second lieu caractérisé par le développement du capital financier, où s'interpénètrent le capital industriel et le capital bancaire. Les entreprises monopolistes se développent en groupes financiers. Le pillage de toutes les formes d'épargne renforce l'exploitation capitaliste.

- Un troisième trait définit l'impérialisme : l'exportation systématique des capitaux, entraînant la domination du monde par les grandes puissances impérialistes et l'exploitation conjuguées des classes ouvrières des pays dominants et des pays sous-développés et colonisés.

Le stade impérialiste est donc marqué par des aspects contradictoires. Alors que le caractère social des forces productives s'accroît rapidement, l'exploitation des masses ouvrières et le pillage des couches intermédiaires est le fait d'un nombre de plus en plus restreint de monopoles capitalistes. Cette contradiction appelle, par sa nature même, un mode de production supérieur : le socialisme. Prenant appui sur cette socialisation accélérée des forces productives, le mouvement révolutionnaire et démocratique peut, en effet, objectivement parlant, transformer plus rapidement les rapports de production. C'est en ce sens que le capitalisme monopoliste d'Etat constitue selon l'expression de Lénine "l'antichambre du socialisme".(...)

Ainsi le capitalisme monopoliste d'Etat se caractérise comme une totalité organique qui n'inclut pas seulement des éléments économiques et sociaux mais aussi des aspects politiques, idéologiques, militaires, etc. Si le financement public, le secteur public, la consommation d'Etat, la planification monopoliste sont des traits distinctifs de capitalisme monopoliste d'Etat, la militarisation de l'économie, la contrainte idéologique et politique, le regroupement des forces réactionnaires, les tendances à l'autoritarisme politique, n'en caractérisent pas moins fondamentalement le capitalisme monopoliste d'Etat. C'est en ce sens que celui-ci constitue une phase réellement distincte au sein du stade impérialiste. Cette phase est particulièrement marquée par les liens nouveaux qui s'établissent entre l'Etat et les monopoles".

(Tiré de l'ouvrage collectif publié par les Editions sociales, 1971, "le Capitalisme monopoliste d'Etat" tome 1).

L'inflation

Dossier du Vorwärts du 9 janvier 1975 sur l'inflation

Pendant environ 25 ans le monde occidental a vécu un essor économique presque ininterrompu. Mais ces 25 dernières années ont également montré que le capitalisme n'a pas surmonté son penchant naturel à la crise et qu'il ne peut pas le surmonter.

Aux USA, il y a toujours eu 5 à 7% de chômeurs, sans compter le chômage caché. En Grande-Bretagne également le chômage n'a jamais été surmonté malgré la haute conjoncture. D'autres pays, comme p.ex. l'Italie, ont "exporté" leur chômage sous la forme de l'émigration. La différence relative entre pauvres et riches a augmenté. Une richesse inimaginable se concentre entre les mains de quelques trusts internationaux, tandis que la misère de millions de personnes dans les pays en voie de développement, dépendants économiquement, a augmenté de manière encore plus effrayante. Même en Europe la différence entre régions sous-développées, comme p.ex. l'Italie du Sud et les régions centrales industrialisées s'est exacerbée. Une croissance cahotique dans les agglomérations, un exode économique et culturel dans les régions excentriques et les régions de montagne, en sont la conséquence. Malgré tous les progrès quantitatifs, le monde capitaliste n'est pas caractérisé par l'harmonie et l'équilibre, mais par des déséquilibres destructeurs.

ESSOR ECONOMIQUE ET DEVALUATION

L'essor économique a été accompagné d'une dévaluation constante. Elle paraissait être le prix inévitable de la haute conjoncture. Au début des années 50 déjà, on parlait d'inflation rampante. Dans les années 60 elle trottait à la vitesse de 50% par année. Au début des années 70 elle commençait à galoper, ce qui conduisit finalement en 1971 à l'écroulement du système monétaire international. Depuis lors, le taux d'inflation des pays capitalistes se meut sans cesse à un niveau "latino-américain" de 10 à 20%. A cela s'ajoute encore environ 10 millions de chômeurs uniquement en Europe, des balances de paiement gravement déficitaires en Angleterre et en Italie, un système monétaire entraîné par la spéculation dans un dérapage incontrôlé, la concurrence accrue sur les marchés mondiaux avec le danger constant d'un retour à des guerres commerciales et au protectionnisme, à des crises structurelles, énergétiques, écologiques, culturelles, de crédit ...; il n'y a quasiment pas de domaine qui ne soit en crise, le mot effrayant de crise économique mondiale n'est plus du tout une simple prophétie de "marxistes mal intentionnés", il est dans toutes les bouches. Oui, nous marxistes, devons aujourd'hui même empêcher qu'on peigne le diable sur la muraille d'une manière exagérée et bourgeoise dans le but de rendre les travailleurs obéissants grâce au spectre de la crise.

La situation est sérieuse, mais elle est plus favorable que jamais si les travailleurs apparaissent unis, conscients et combatifs.

Qui est responsable de cette inflation, qui a provoqué une série de crises et qui est en liaison plus ou moins étroite avec toutes ces crises de société.?

Nous autres marxistes sommes d'avis que la haute conjoncture inflationniste créée artificiellement s'est avérée le moyen le plus important du Capitalisme monopoliste d'Etat pour lutter contre la tendance à la chute du taux de profit et pour ajourner la crise économique-inévitable en économie capitaliste. Mais chaque moyen utilisé par le capitalisme pour éloigner les crises du système se transforme avec le temps inévitablement en cause d'une nouvelle crise, d'autant plus vaste et plus profonde.

Les grands trusts monopolistes aspirent au profit monopoliste, à une croissance maximale, à une accumulation maximale de capital, c'est leur but et leur seule raison d'être. Par leur puissance monopoliste sur le marché, ils peuvent fixer leurs prix de façon autonome et les élever de façon autonome. Une constante augmentation des prix n'entraîne une augmentation constante des profits monopolistes que si la demande des produits concernés s'accroît de manière durable pendant une longue période. Pour cela, les trusts monopolistes ont besoin de la participation active de l'Etat, du système monétaire et du système de crédit. La communauté d'intérêts et l'activité coordonnée des trusts monopolistes, de l'Etat et du système bancaire sont les conditions préalables pour que la haute conjoncture inflationniste puisse subsister longtemps, elle est en même temps le symbole du capitalisme monopoliste d'Etat moderne. Dans les années 50 à 60, toutes les conditions préalables d'une haute conjoncture inflationniste étaient réunies.

. dépenses d'Etat élevées et augmentant rapidement, en particulier pour l'armement, la constitution d'une infrastructure et surtout d'un réseau de transport moderne, pour la science et la recherche au service des trusts;

. un système monétaire et de crédit souple, qui finançait les investissements et une partie du déficit budgétaire de l'Etat par l'augmentation de la masse monétaire en circulation. C'est ainsi que le système Bretton-Woods, de cours de change fixe, en vigueur jusqu'en 1971 a pris une importance particulière. Dans tous les pays, on avait choisi la monnaie américaine, comme réserve monétaire de même valeur que l'or. Cela permit aux USA de payer leurs dettes internationales, avec leur propre monnaie, c'est à dire avec leur propre planche à billets. La politique extérieure impérialiste des USA et de leurs Financiers, les banques fédérales US de réserve, se révèlent ainsi comme force principale du développement de l'inflation mondiale;

. des rapports politiques et économiques permettant aux monopoles d'exploiter de manière particulièrement avantageuse les forces de travail et les ressources naturelles du Tiers Monde.

Outre ces conditions permettant à la demande d'investissement et à la demande de l'Etat d'être fortes, à l'argent et aux matières premières d'être bon marché, les conditions préalables étaient aussi données pour une grande demande finale de production et de consommation.

. Gaspillage de forces de production dans la publicité, la fabrication de produits de luxe superflus et dans un secteur de services gonflé.

Toutes ces conditions préalables sont des conditions secondaires, qui doivent être remplies pour que la recherche du profit pour les trusts monopolistes puisse être couronnée de succès.

Pendant 20 ans, ces conditions secondaires ont été loyalement remplies dans tous les pays capitalistes développés. la "troïka" : trusts monopolistes - état - système bancaire, pouvait soutenir une longue et haute conjoncture. Mais une haute conjoncture faite sur mesure pour les besoins des monopoles, accompagnée d'une inflation rampante et de concentration du capital. L'inflation a financé, pour ainsi dire, dans le dos du peuple, le coût toujours plus grand pris par la production sociale des monopoles et ainsi également émoussé d'une certaine manière la lutte de classe directe. Mais les limites objectives de ce déplacement devaient se faire remarquer tôt ou tard. Des difficultés apparurent. La destruction du milieu naturel prit des dimensions insupportables, le système monétaire s'écroula, les pays en voie de développement devinrent plus indépendants, ils commencèrent à utiliser les matières premières et à les vendre plus cher. Soutenus par les pays socialistes, ils revendiquent la réorganisation du commerce international.

LE REVIREMENT

Tout ceci a tout d'abord comme conséquence que l'économie a sans cesse besoin "d'injections monétaires", si on ne veut pas que la spirale de l'accumulation capitaliste ne s'effondre brusquement. Lorsque la haute conjoncture inflationniste a dépassé son point culminant, elle ne peut continuer son ascension, mais seulement être maintenue avec des taux d'inflation toujours plus élevés. Même la grande masse de la population commence à être de plus en plus consciente de la dévaluation de l'argent et essaye de s'en protéger. La fuite généralisée dans les valeurs-objets commence. La spéculation foncière, toutes sortes de spéculations s'épanouissent comme des fleurs sauvages. L'inflation se transforme en avalanche, en processus cumulatif et, se renforçant elle-même, échappe à tout contrôle. La période d'or des prophètes de malheurs commence. Ils prêchent, conjurent, et prédisent la fin du monde. Les créanciers voient leurs biens se réduire comme peau de chagrin, les rentiers reçoivent de moins en moins, et les gros débiteurs, les bandits et les spéculateurs font des profits inflationnistes. Cela empoisonne l'atmosphère, avant tout dans la classe moyenne et les petits commerçants, et crée aussi un sol fertile pour les théories réactionnaires du bouc émissaire, pour toutes sortes de

nostalgies et de charlatans politiques. Le loyer de l'argent augmente, la crise générale du crédit menace, les premiers chevaliers de la conjoncture font banqueroute. Le pouvoir d'achat réel des larges masses stagne, dans certaines branches se dessinent des crises de débouchés. Récession et inflation apparaissent en même temps. Si l'état bourgeois veut combattre le premier mal, il renforce le second.

Si la croissance réelle stagne lors d'un renchérissement galopant, la lutte des classes directes se renforce pour le partage des revenus, aussi bien la lutte entre le Capital et le Travail, que la lutte entre le Capital monopoliste et le petit capital, la classe moyenne et les petits commerçants, les paysans et d'autres couches de la société, ainsi que la lutte de toutes les classes bourgeoises contre les dépenses de l'Etat pour sa politique sociale. La politique conjoncturelle bourgeoise est une forme particulière de cette lutte des classes.

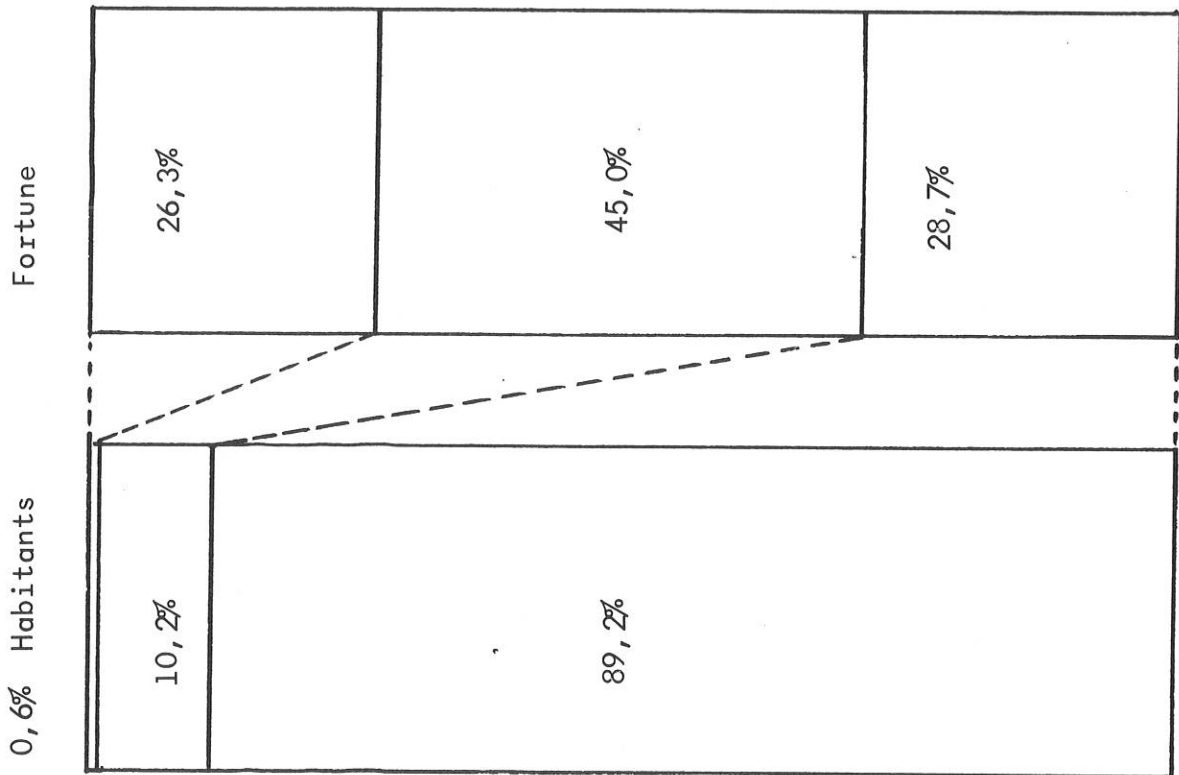
Le contenu de la politique conjoncturelle bourgeoise consiste, d'une part à contenir la demande, afin de freiner l'inflation, et d'autre part à empêcher que le taux d'accumulation du capital monopoliste ne recule. Ce n'est pas une oeuvre d'art facile, surtout qu'il faut donner l'impression que la politique conjoncturelle est une politique qui plane au-dessus des intérêts de classe, qu'elle est une politique des sacrifices justement partagés. Cet art consiste à rétrécir le revenu réel des salariés, à permettre une dévaluation massive du capital dans les domaines non monopolistes (agriculture, industrie textile, industrie de la chaussure, ainsi que le petit artisanat, etc) sous la domination "d'assainissement", et en même temps d'obtenir que la demande pour les productions des trusts monopolistes ne soit pas touchée. La crise doit se faire sur le dos de la classe ouvrière, de l'artisanat et de la petite industrie, afin que le Capital monopoliste puisse repartir renforcé dans le prochain développement de la conjoncture. Il est vrai que les théoriciens et les spécialistes de la politique économique ne sont pas d'accord sur la manière de réaliser le plus efficacement possible le contenu de ce programme. Ici commencent les débats de politique conjoncturelle et la lutte des courants divers et des intérêts particuliers, comme nous y avons assisté en Suisse ces dernières années, et que nous voulons étudier d'un peu plus près dans ce qui suit.

(Voir également la thèse No 30 du PST)

Données et faits

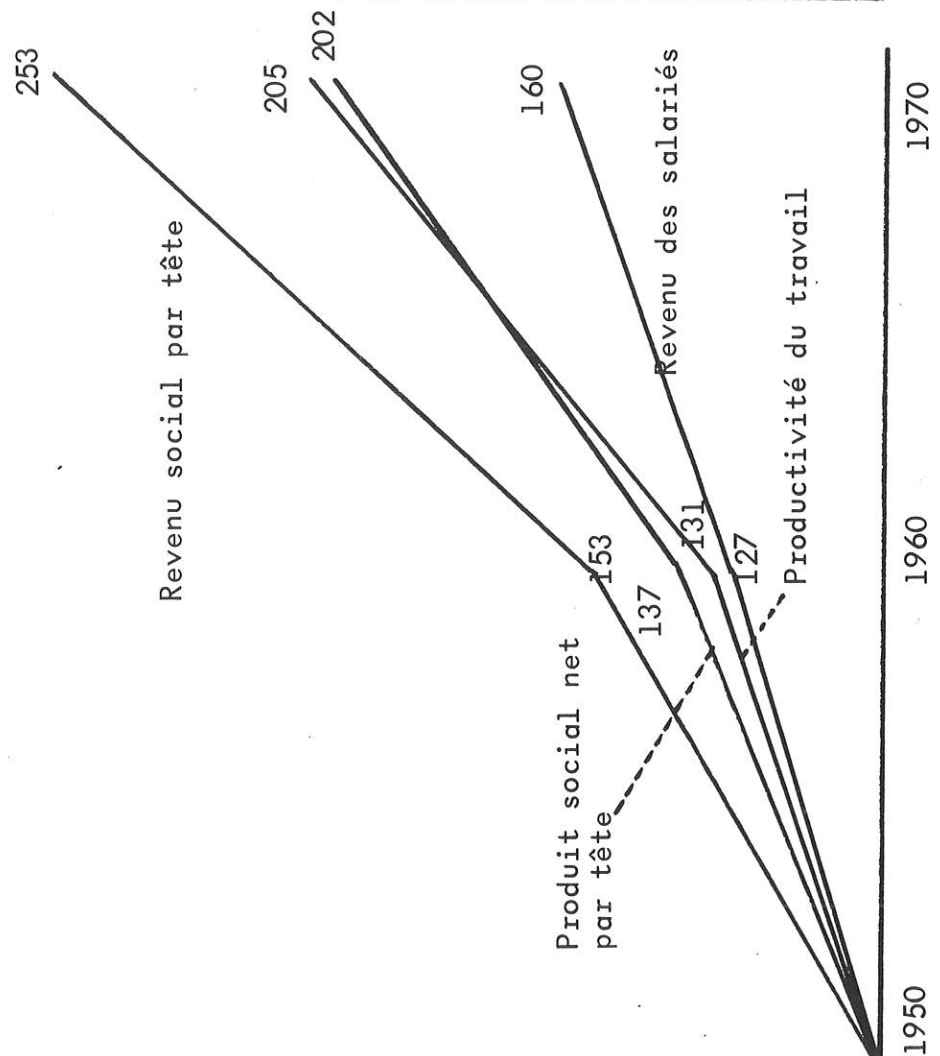
(Illustration des thèses 27 et 29)

Statistique des fortunes du canton de Berne



Développement réel des salaires et des profits entre 1950 et 1970

Index : 1950 = 100



Sources : Manuel statistique sociale suisse, Annuaire statistique suisse, Comptabilité nationale

Source : Statistique d'impôts 1969

En conclusion, une comparaison :

Si dans l'article ci-dessous on dit que les 3 grandes banques ont un bilan de plus de 147 milliards, cela signifie que :

Les trois géants considèrent comme étant leur propriété, une plus grande valeur que le peuple suisse entier a produit en une année !

Vorwärts du 26 mai 1977

VOIR LES RAPPORTS :

Un des arguments principaux qui devait faire accepter le paquet financier par le peuple (le 12 juin 1977) et le paquet d'économies (décidé par les Chambres fédérales, et contre lequel le PST, le POCH et la LMR avaient lancé un référendum, mais qui a été accepté par le peuple le 4 décembre 1977), était l'endettement croissant de la caisse fédérale. Comme la comparaison ci-dessous le montre clairement, les caisses des grandes banques, trusts et assurances se remplissent toujours plus, alors que la Confédération a toujours moins de moyens, particulièrement pour remplir ses obligations sociales.

<u>Volume du bilan 1976</u>	<u>profit net en 1976</u>	<u>Amortissement</u>
<u>par rapport à l'année</u>	<u>par rapport à l'année</u>	<u>profit net par</u>
<u>précédente</u>	<u>précédente</u>	<u>rapport à 1975</u>
UBS 52,8mia + 5,9%	226 mio + 13,2%	+ 9%
SBS 52,7mia + 11,3%	234 mio + 11,9%	+ 11,6%
Crédit Suisse 41,6mia + 13%	201,4mio + 16%	+ 12,5%
<u>Chiffre d'affaires</u>		
Ciba-Geigy 9,49mia + 5%	320 mio + 67,5%	+ 26,2%
Hoff.-Laroche 5,088mia + 7%	480 mio + 5,5%	+ 5,6%
Sandoz 4,109 mia + 4,8%	144 mio - 1,3%	-

Le volume du bilan des 3 grandes banques : Union de Banques Suisses (UBS), Société de Banques Suisses (SBS) et Crédit Suisse était en 1976 de 147,1 milliards de francs (1975 : 133,8mia). Le profit net des 3 Grands passa de 581,9 millions de francs en 1975 à 661,4 millions en 1976.

D'autres entreprises industrielles et commerciales ne s'en tirent pas plus mal. BBC augmenta le profit net de 35,1 à 38, Sulzer de 96 à 107 millions. Bührle augmenta son chiffre d'affaires de 20%. Les dividendes de Bührle passèrent de 12 à 14%. Chez Maag Roues dentées, le chiffre d'affaire augmenta de 6,7%, le cash-flow de 16,7%. Les câbleries de Cortaillod distribuaient un dividende de 70%, soit 4,2 millions sur un capital action de 6 millions de francs !

Chez le trust mondial Nestlé, le profit net passa de 799 à 872 millions. La société d'assurances "Zürich" annonçait également en 1976, un profit net supérieur de 10%, avec 27% d'amortissements supplémentaires par rapport à 1975.

Sur la base d'une plus grande productivité des travailleurs, le produit social brut et avant tout les profits ont augmenté - alors que les dettes de la Confédération sont en recul. Il n'y a donc pas subitement moins d'argent, mais il va dans les poches de quelques-uns. On doit prendre l'argent où il est, et non pas le retirer de la poche des salariés par des impôts à la consommation et des économies antisociales.

<u>Année</u>	<u>Produit social brut de la Suisse en mio</u>	<u>Dette de la Con- fédération en mio</u>	<u>rapport entre la dette de la Confédération et le produit social brut</u>
1950	20'700	7949,7	38,4%
1960	38'630	6549,6	17,0%
1970	93'930	6360,4	6,8%
1975	144'270	12672,3	6,8%

La crise des infrastructures illustrée par l'exemple de l'état de la santé

Les progrès de la société capitaliste en Suisse ont également provoqué diverses crises dans le système de la santé publique : à la phase d'abandon suivit la phase de rattrapage et du développement limité qui passa ces dernières années (75/76/77) à une phase de mesures d'économies rigoureuses.

Grâce à l'appareil de production resté intact après la 2ème guerre mondiale, la Suisse avait une avance sur les pays environnants. L'économie était en expansion constante, sans devoir élever le niveau technologique. C'est-à-dire qu'on avait donc avant tout besoin de beaucoup de main-d'oeuvre, et on allait la chercher à l'étranger. Les travailleurs étrangers chargeaient relativement peu nos services de santé :

- ils étaient pour la **plupart** jeunes (et donc moins souvent malades qu'une population avec une représentation normale des classes d'âge)
- c'était en majorité des hommes (les hommes ont moins recours aux services de santé que les femmes).
- il y avait beaucoup de saisonniers ou de travailleurs à l'année qui devaient quitter la Suisse après quelques années. Tant qu'ils étaient en bonne santé, ils travaillaient en Suisse.
- ils étaient généralement peu qualifiés si bien qu'on pouvait facilement les remplacer par de nouveaux étrangers non formés.

Laissons s'exprimer une voix bourgeoise sur le thème du "besoin de rattraper le retard ":

"La construction d'hôpitaux en Suisse s'entreprit entre 1951 et 1965 de la manière suivante : jusqu'à la fin des années 50, les investissements dans le secteur hospitalier étaient relativement faibles. Ensuite ils sont devenu beaucoup plus intensif (...)

La période entre 1950 et 1965 et surtout celle entre 1950 et 1958 doit être considérée comme une période où l'on renonça, dans une proportion à la longue insupportable, à des investissements de remplacement. D'où un besoin de rattrapage. Les décennies suivantes, les demandes concernant le développement de l'infrastructure sanitaire sont extraordinairement élevées" (R.L. Frey : Infrastructures dans la croissance économique, Feuille de communications des délégués aux questions conjoncturelles, cahier 1/1970).

Nous voyons donc, d'après le processus historique, que le capital ne souscrit jamais de lui-même à une amélioration de l'infrastructure sanitaire, sauf si c'est dans son intérêt économique, politique ou idéologique.

Les manques dans l'infrastructure sanitaire devinrent de plus en plus insupportables : pas assez de médecins, des mauvais services d'urgence, pas assez de lits d'hôpitaux, pas assez de places de soins, pas assez d'infirmières, et de surcroît payées misérablement, etc. Dans les années 60, il a donc fallu prendre en mains un certain développement. Celui-ci fut cependant insuffisant et surtout unilatéral; la construction d'hôpitaux de soins intensifs fut privilégiée (aujourd'hui nous avons parfois trop de lits de soins intensifs et, de loin, pas assez de lits pour les malades chroniques).

La médecine ambulatoire fut toujours laissée à elle-même. Bien que le nombre des médecins pratiquants libres augmente, les énormes inégalités entre ville et campagne, entre spécialistes et médecine générale ne s'améliorent pas.

Depuis quelques années, la bourgeoisie s'effraye de ce développement : Depuis environ 1973, on ne parle plus que de "l'explosion des coûts".

Qu'en est-il en fait ?

Dépenses sanitaires en % du produit social brut en 1965

Israël	6,2%
U.S.A	5,8%
France	4,4%
Angleterre	4,2%
Suisse	3,8%

Simplement en regardant cette liste, on voit quel est le besoin de rattrapage même en comparaison avec d'autres pays capitalistes..

En 1973, les dépenses de santé représentaient 5,05% du PSB (=6'798 mio francs). c'est-à-dire que la Suisse a un peu rattrapé, mais cela reste encore insuffisant surtout si l'on considère que les chiffres des autres pays ont aussi augmenté.

Comment pouvons-nous expliquer économiquement cette rage d'épargne de la bourgeoisie aujourd'hui ?

Le capital entreprend tous les efforts pour lutter contre la chute tendancielle du taux de profits. Un de ces efforts est l'essai de dépenser le moins d'argent possible dans le secteur de l'infrastructure car

"Dans l'économie privée, les efforts de l'entreprise pour la sécurité sociale en général représentent des frais, et

des frais spéciaux -car ils ne se basent pas sur les principes de rendements et des pertes. Ils doivent être couverts par les recettes, ils ne tombent donc pas "comme manne du ciel". Bien plus, ils contribuent avec encore d'autres facteurs à l'explosion des coûts, qui tendent à rétrécir les profits."

(Ceci n'est pas une citation marxiste, mais du conseiller national radical Letsch, dans une publication de la chambre de commerce argovienne).

LA SANTE AU CENTRE DES INTERETS LES PLUS DIVERS

Jusqu'ici, nous avons présenté la santé dans l'optique générale du capital.

L'industrie pharmaceutique a des intérêts quelque peu divergents, (ainsi que l'industrie des appareils médicaux et l'industrie de la construction) : Pour ces industries, la santé publique est un marché important. Elles ont donc tout intérêt à ce que l'on élargisse ce marché, c'est-à-dire que l'infrastructure sanitaire se développe. Elles ne s'intéressent cependant qu'à un développement qui leur permette de vendre quelque chose. Ceci explique le "développement unilatéral" dont nous avons parlé, qui a surtout touché les hôpitaux de soins intensifs. Dans ces hôpitaux il y a beaucoup à construire, beaucoup d'appareils à installer, beaucoup de médicaments à prescrire.

Les intérêts généraux du capital à développer l'infrastructure sociale le moins possible, et ceux de l'industrie pharmaceutique se laissent donc assez bien conjuguer : on économise simplement où cela ne nuit pas à l'industrie pharmaceutique : le personnel, la prophylaxie et la médecine sociale, les maisons de convalescence etc.

Les médecins ont également un intérêt spécifique : ils voudraient vivre selon un certain standing, rester des petits entrepreneurs privés et ne pas perdre leur situation de demi-dieux vis-à-vis du patient. Mais que les médecins gagnent autant (en 1976, un gain moyen de 223'480 francs selon la plus grande caisse maladie suisse l'Helvétia) renchérit le coût de la santé et ne concorde pas ainsi avec les intérêts généraux du Capital. Celui-ci préférerait en somme des médecins meilleur marché. Mais s'ajoute une fonction extrêmement importante des médecins : le capital a besoin des médecins du point de vue idéologique, comme "fonctionnaires de l'hégémonie du Capital".

Il ne peut pas se permettre de "fâcher" les médecins, ils ont de l'influence sur de larges couches de la population.

Nous avons naturellement pour notre part, de tout autres intérêts au système sanitaire : d'une part il doit nous rétablir notre force de travail (car c'est bien la seule chose que nous ayons à offrir sur le marché), d'autre part il doit contribuer à une santé qui dépasse le domaine de notre capacité de travail, à une santé qui

enblobe "le bien-être physique, intellectuel et social" (définition de l'OMS).

Du point de vue économique nous voulons donc que toutes les prestations pour cette santé, au sens large, entrent dans la valeur de la force de travail. Le Capital veut, lui, conserver la valeur de la place de travail le plus bas possible - et considérer donc la santé seulement comme capacité de travailler. On se souvient qu'en effet plus la valeur de la force de travail est faible, plus la plus-value est élevée.

Il faut également tenir compte de l'exemple des services de santé des pays socialistes qui représentent une contrainte pour notre bourgeoisie : elle doit organiser un service sanitaire minimum, si elle ne veut pas risquer que l'exemple des pays socialistes ne devienne trop attractif.

Toutes ces oppositions d'intérêt mènent à un système sanitaire qui serait en soi plus ou moins développé, mais qui :

- fait porter les frais le plus possible aux travailleurs (voir ce qui se passe dans les caisses maladies)
- place les intérêts de l'industrie pharmaceutique, industrie de la construction et industrie d'appareils au-dessus des intérêts des malades.
- reste une "réserve naturelle" pour les médecins, afin que ceux-ci continuent d'exercer leur fonction idéologique dans le sens du Capital.

Si nous résumons dans les fonctions du système de santé :

1. Reconstitution de la force de travail
2. Marché pour l'industrie pharmaceutique, de la construction et des appareils
3. Pour le Capital en général, un antidote à la chute tendancielle du taux de profit.
4. Fonction idéologique pour la propagation d'une conception d'économie de marché et de société dite libérale et pour combattre des idées de nationalisation et de solutions socialistes.